الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا

الدورة العادية 2018

-الموضوع-

NS 52

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي

المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه

3	مدة الإنجاز	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير : مسلك العلوم الاقتصادية	الشعبة أو المسلك

Les pages n° 5, 6, 7 et 8 sont à rendre obligatoirement avec la copie.
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.
Pour les calculs, retenez uniquement les deux premiers chiffres après la virgule.
Evitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro de la question.
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation soignée de la copie.

DOSSIER1 : MARCHES, CROISSANCE ET POLITIQUES CONJONCTURELLES

DOCUMENT 1 : Marché de pomme au Maroc

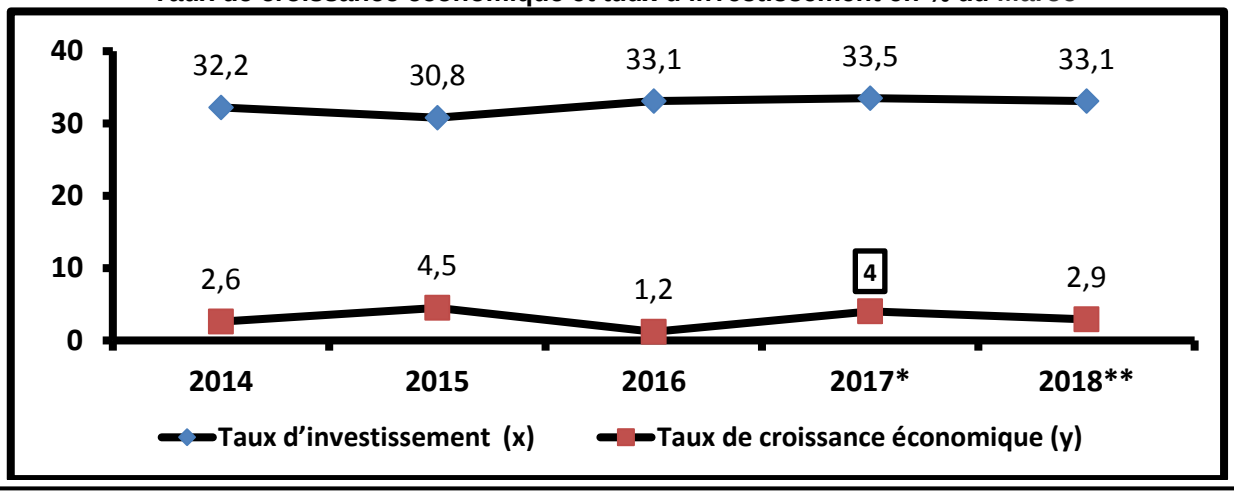
En 2017, dans un contexte de faiblesse de la production, le marché de pomme est peu actif et les cours se maintiennent au dessus de ceux des campagnes agricoles précédentes.
La production nationale de pomme de 2017, estimée à 1 447 000 tonnes et affectée par des vagues de froid en avril, serait en baisse de 5 % par rapport à la moyenne de la production de la période 2012-2016.
A partir de la mi-mai, les températures élevées freinent la demande intérieure qui se tourne vers les fruits d'été.
Par ailleurs, les cours de pomme en 2017 ont dépassé la moyenne des prix de la période 2012-2016 de 3 %, mais avec des disparités des prix selon les variétés de pomme (Golden : - 3 %, Gala : stable, autres: + 9 %).

Source : www.agreste.agriculture.gouv.fr (Texte adapté)

DOCUMENT 2 : Croissance économique au Maroc, perspectives et handicaps

En 2017, sous l'effet d'une bonne campagne agricole, la croissance économique au Maroc devrait s'améliorer pour s'établir à 4% contre seulement 1,2% en 2016, traduisant ainsi de meilleures perspectives de croissance. Toutefois, certains facteurs handicapent encore le potentiel de l'économie marocaine. D'une part, la croissance économique est très fragile et reste déterminée par les aléas climatiques. **Cette dépendance réduit, par ses effets, les opportunités d'emploi et de revenu** et alourdit les importations du Maroc. D'autre part, le secteur secondaire reste faible, ce qui constitue encore un frein à la croissance économique.
Par ailleurs, malgré des investissements structurants ayant coûté des milliards de dirhams au Maroc, leur impact sur l'évolution du PIB reste faible. Ces investissements ont été mal ciblés et canalisés principalement vers les infrastructures, l'immobilier ou encore les services, tout en négligeant l'industrie et l'agriculture. Aussi, les grands chantiers d'investissement public, qui ont contribué au creusement du déficit budgétaire, n'ont pas généré suffisamment de richesses pouvant être réinvesties.

Taux de croissance économique et taux d'investissement en % au Maroc



*** Estimation**
**** Prévision**

Sources : www.telquel.ma au 30/05/2016, www.afrique.latribune.fr au 06/07/2017 et HCP, budget économique exploratoire 2018 (Texte adapté)

DOCUMENT 3 : Maroc, données de la comptabilité nationale aux prix courants

ELEMENTS (en milliards de DH et ratios en %)	2015	2016
Produit intérieur brut (PIB)	988,0	1016,1
Demande extérieure nette (DEN)	-124,0	-107,3
Taux d'épargne (TE)	28,8	28,8
Taux d'investissement (TI)	30,8	33,1
Capacité ou besoin de financement en % du PIB	- 2	- 4 ,3

Source : HCP, budget économique exploratoire, 2018

DOCUMENT 4 : Projet de loi de finances 2018 au Maroc

Le projet de loi de finances (PLF) 2018 qualifié de "volontariste" vise à dynamiser l'économie, les investissements et le marché du travail. Ainsi, un nouveau barème progressif de l'impôt sur les sociétés ferait son entrée en 2018 avec une révision des taux et des tranches : 10%, 20% et 31%.
Pour stimuler l'emploi, ce PLF accorde aux entreprises des avantages en termes d'exonération de l'impôt sur le revenu si le recrutement s'effectue dans un délai de 2 ans à compter de la date du début de son exploitation. A cela s'ajoute l'exonération de la TVA à l'intérieur et à l'importation sur certains intrants au profit de certains secteurs.
Par ailleurs, la dépense d'investissement du budget général prévue atteindrait 68,2 milliards de DH, soit une hausse de 7,4% par rapport à 2017.

Données budgétaires du PLF 2018 au Maroc (en milliards de DH)

Eléments	Montants
Dépenses du budget général (hors amortissement de la DPMLT(*)): - Dépenses ordinaires - Dépenses d'investissement.	291,2 223,0 68,2
Recettes d'emprunt à moyen et long termes	68
Solde ordinaire	**11,9**
Recettes ordinaires du budget général	234,9

(*) Dette publique à moyen et long termes

Sources : www.leconomiste.com au 18/10/2017 et note de présentation du PLF 2018 (Texte adapté)

DOCUMENT 5 : Politique monétaire au Maroc

Maroc, libéralisation du dirham

Pour certains économistes, l'entrée en vigueur de la libéralisation partielle et progressive du dirham va entraîner une dépréciation de la monnaie et impacter ainsi le pouvoir d'achat des marocains. C'est une décision qui peut être grave et très dangereuse.
En outre, le déficit commercial structurel induira forcément une dépréciation de la monnaie. Cette dépréciation qui pousse les entreprises et les opérateurs économiques à demander plus de devises afin de sécuriser leurs opérations, contribuera à une demande de devises supérieure à celle du dirham. Ces spéculations, inciteraient Bank Al-Maghrib à réagir pour maintenir le niveau de la monnaie nationale en achetant du dirham avec des devises. Dans ce cas, une partie des réserves de change sera épuisée et le dirham risque tout de même de se déprécier.
D'autres économistes voient dans **la libéralisation du dirham une opportunité pour les exportations marocaines en cas de dépréciation.**

Maroc, indicateurs monétaires et économiques (Valeurs en milliards de DH et taux en %)

Eléments	2016	Variation en % (2016 /2015)
Agrégat monétaire (M1)	**751,8**	6,3
Autres actifs monétaires (AAM)	304,3	0,6
Masse monétaire (M3)	1 202,4	4,7
Taux de croissance économique	1,2	
Taux d'inflation	1,6	

Sources : www.h24info.ma au 21/06/2017 et www.yabiladi.com (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (8,75 points)

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
ANNEXE 1	1	**Complétez l'ANNEXE N°1 page n°5**	0,75 pt
DOCUMENT 1	2	**Complétez l'ANNEXE N°2 page n°5**	1,00 pt
DOCUMENT 2	3	**a- Complétez l'ANNEXE N°3 page n°5** **b- Déterminez** l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée), sachant que : **x** : **Taux d'investissement** **y** : **Taux de croissance économique** $\sum xiyi = 492,03$; $\sum xi^2 = 5\,298,95$; $\bar{x} = 32,54$; $\bar{y} = 3,04$ **c- Calculez** le taux de croissance économique prévisionnel si le taux d'investissement atteindrait 35%.	1,00 pt 0,75 pt 0,25 pt
DOCUMENT 3	4	**Complétez l'ANNEXE N°4 page n°6**	1,50 pt
DOCUMENT 4	5	**Complétez l'ANNEXE N°5 page n° 6**	1,50 pt
DOCUMENT 5	6	**Complétez l'ANNEXE N°6 page n°7**	2,00 pts

DOSSIER 2 : ECHANGES EXTERIEURS ET DEVELOPPEMENT

DOCUMENT 6 : Maroc, échanges extérieurs encore en souffrance

Le déséquilibre du commerce extérieur au Maroc n'a pas cessé de se creuser, reflétant ainsi la faiblesse de la compétitivité de l'économie nationale.
En 2017, le déficit commercial atteint 190,2 milliards de DH, marquant donc une augmentation de 5,2% par rapport à 2016. Selon les prévisions du HCP, ce déficit représente presque 18,8% du PIB en 2017 au lieu de 11% au début des années 2000. En fait, ce déficit structurel est le résultat d'une forte demande sur le marché intérieur satisfaite à plus de **40%** par des importations composées majoritairement de produits incompressibles et insubstituables.
Les exportations faiblement compétitives, avec un dynamisme modéré, ne permettent pas de compenser la hausse des importations.
L'année 2017 a enregistré une baisse des recettes des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc de 16% alors que les transferts des marocains résidant à l'étranger et les recettes de voyages ont affiché une hausse par rapport à 2016.

Extrait de la balance des paiements du Maroc pour les neufs premiers mois 2017

Rubriques	Soldes en milliards de DH
Biens et services	- 77,1
Revenu primaire	- 15,4
Revenu secondaire	57,7
Investissements directs	- 10,3
Investissements de portefeuille	3,1
Prêts	- 9,8

Sources : www.leseco.ma au 25 juillet 2017 et www.oc.gov.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 7 : Plan d'accélération industrielle au Maroc, Quel bilan ?

Le plan d'accélération industrielle (PAI) a été lancé en 2014 afin d'enclencher une dynamique industrielle dans des secteurs à forte valeur ajoutée, mieux intégrés assurant une croissance forte et soutenue.
Le PAI est innovant par son approche « écosystèmes » : pour chaque filière industrielle, il s'agit de favoriser la constitution de très petites et moyennes entreprises complémentaires autour d'une ou de plusieurs grandes entreprises. Cette approche a permis d'attirer des firmes multinationales comme l'avionneur américain Boeing qui a signé une convention d'investissement pour développer son « écosystème » dans la zone de Tanger, entraînant l'implantation de 120 entreprises sous-traitantes.
A terme, les investissements engagés devraient générer pour le Maroc un chiffre d'affaires supplémentaire à l'export de 132 milliards de dirhams.
L'objectif du PAI est de porter la contribution du secteur industriel au PIB national à 23 % à l'horizon 2020, contre 14 % en 2014.

Source : www.jeuneafrique.com au 02/08/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 8 : L'Afrique, quel bilan et quelles stratégies en 2017 ?

Dans la plupart des pays de l'Afrique, depuis le début des années 2000, la pauvreté ne s'est pas réduite et le continent reste toujours marqué par une répartition très inégale des revenus. Cette situation s'explique par la concentration de l'économie des pays de l'Afrique sur l'extraction minière en négligeant l'industrie et l'agriculture, reflétant ainsi l'état d'une économie non diversifiée et dont les différents secteurs ne sont pas assez intégrés. Dans ce sens, l'essentiel de la richesse créée est au profit des propriétaires de produits de base et la croissance économique de l'Afrique dépend principalement de la hausse des cours de ces produits sur le marché international. Cette dépendance appelle à développer l'industrie et l'intégration régionale de l'Afrique.
En outre, l'endettement élevé de l'Afrique nécessite la promotion de moyens permettant de mobiliser davantage les ressources nationales pour financer les plans de développement à long terme.

Source : www.iag-agi.org , Rapport économique sur l'Afrique 2017

TRAVAIL A FAIRE : (6,25 points)

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
DOCUMENT 6	7	Complétez l'ANNEXE N° 7 page n °7	2,75 pts
DOCUMENT 7	8	Complétez l'ANNEXE N° 8 page n °8	1,25 pt
DOCUMENT 8	9	Complétez l'ANNEXE N° 9 page n °8	2,25 pts

DOSSIER 3 : MAROC, STABILITE DES PRIX

DOCUMENT 9 : Taux d'inflation et taux de croissance économique au Maroc en % :

Eléments	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'inflation	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	1,1
Taux de croissance économique	3	4,5	2,7	4,5	1,2	4

Source : Rapport de BAM 2016

DOCUMENT 10 : Inflation, bonne ou mauvaise nouvelle ?

(…) L'inflation au Maroc est bien maitrisée. Depuis 2008, elle n'a plus dépassé 2% contre 9,3% entre 1990 et 1997. Mais une question se pose : une inflation aussi bien maitrisée ; est-ce forcément une bonne chose pour la croissance économique au Maroc ?
Pour certains économistes, la nette baisse de l'inflation est un signal de faible croissance et sa forte hausse est synonyme d'expansion. C'est vrai qu'une inflation structurelle est une destruction des richesses, de l'épargne, du pouvoir d'achat. De plus, l'incertitude que l'inflation fait peser sur les prix futurs et les taux d'intérêts réels faibles ou négatifs qu'elle entraîne encouragent les investissements dans les biens non productifs (immobilier, foncier...). Et pourtant, certains économistes sont contre la rigidité en matière de maitrise de l'inflation et insistent aussi sur la nécessité d'un volontarisme économique qui s'appuie sur l'investissement public et l'augmentation des salaires. En fait, la hausse des salaires se traduit par une augmentation de la demande des produits et services et cela se répercute positivement sur la production nationale, les recettes fiscales … et fait tourner la machine économique.

Sources : www.lematin.ma au 11 /07/2016 et www.ires.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 11 : Maroc, inflation maîtrisée, mais à quel prix ?

Le Maroc reste fidèle à une tradition qui est déjà assez enracinée et qui consiste à garder l'inflation maitrisée. Mais, dire que l'on est arrivé à maîtriser l'inflation uniquement par la politique monétaire n'est pas totalement juste. Cette stabilité des prix est due en partie, à la politique de subvention et à la faiblesse de l'inflation chez les pays partenaires. A cela s'ajoute la faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs qui empêche l'installation d'une dynamique économique. Ce qui fait dire qu'il n'y a pas de vraie reprise économique. En effet, la maîtrise de l'inflation traduit une limitation du pouvoir d'achat des marocains (Faible demande), au moment où la croissance dépend de la demande intérieure. En fait, certains pays ont vécu des niveaux élevés d'inflation et de croissance ; en Turquie, par exemple, la hausse de l'inflation s'explique par une expansion économique très forte.

Source : www.lematin .ma au 02 Avril 2017(texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (4,50 points)

REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
DOSSIER 3	10	**Question de synthèse (Exploitez les documents du dossier 3 et les connaissances acquises) :** Au Maroc, la stabilité des prix est un objectif fondamental de Bank Al- Maghrib. Ainsi, depuis les années 2000, le taux d'inflation n'a pas dépassé 2%. Après avoir précisé quatre effets négatifs d'une forte inflation sur l'économie et présenté quatre actions de politique économiques conjoncturelles pour l'atténuer, montrez que la faible inflation au Maroc n'est pas justifiée uniquement par les actions de politique économique, mais reflète en grande partie un faible dynamisme économique.	4,50 pts

ANNEXES A COMPLETER ET A RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE

ANNEXE N° 1 : Mettez une croix **(x)** dans la case appropriée (Vrai ou faux), **justifiez** **(0,75 pt)**

PROPOSITIONS	VRAI	FAUX	JUSTIFICATION
Sur le marché interbancaire, la banque centrale a le monopole d'offrir des capitaux aux banques ayant un besoin de liquidité.			
Pour une entreprise opérant sur un marché de monopole, le profit marginal correspondant à la quantité optimale de production est nul.			
Le taux de chômage des urbains exprime la part des chômeurs urbains par rapport à la population active totale.			

ANNEXE N°2 : (Référence : Document 1) **(1,00 pt)**

a- Caractérisez le marché de pomme au Maroc selon ses composantes : offre, demande et prix **(une caractéristique par composante) ; (0,50 pt)**

Offre	Demande	Prix

b- Montrez si la condition de l'homogénéité du produit est vérifiée sur le marché de pomme au Maroc. **(0,50 pt)**

ANNEXE N° 3 : (Référence : Document 2) **(1,00 pt)**

a_1 - Lisez la donnée encadrée du graphe : **(0,25 pt)**

a_2 - Relevez un passage qui fait allusion à la faiblesse de l'effet multiplicateur Keynésien au Maroc : **(0,25 pt)**

a_3 - Expliquez le passage souligné ; **(0,50 pt)**

ANNEXE N° 4 : (Référence : Document 3) **(1,50 pt)**

a- Calculez pour 2016 ; **(0,75 pt)**

Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Demande intérieure (DI)				
Epargne nationale brute (ENB)				

b- Expliquez en **illustrant** l'évolution du besoin de financement au Maroc entre 2015 et 2016 ; **(0,50 pt)**

c- Précisez un effet éventuel de cette évolution du besoin de financement sur l'économie marocaine. **(0,25 pt)**

ANNEXE N° 5 : (Référence : Document 4) **(1,50 pt)**

a- Lisez la donnée en gras soulignée du tableau ; **(0,25 pt)**

11,9 :

b- Calculez et **lisez** pour 2018 **; (0,50 pt)**

Elément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Le solde du budget général (hors produits d'emprunt et hors amortissements de la DPMLT)				

c- Relevez ; (0,25 pt)

Une action de politique budgétaire par les recettes :
-

Une action de politique budgétaire par les dépenses :
-

d- Montrez l'impact éventuel de l'évolution des dépenses d'investissement prévue par le PLF 2018 sur la croissance économique. **(0,50 pt)**

ANNEXE N°6 : (Référence : Document 5) **(2,00 pts)**

a- Lisez la donnée en gras soulignée du tableau ; **(0,25 pt)**

751,8 :

b- Calculez l'agrégat monétaire M2 **(0,25 pt)**	**Formule**	**Application numérique**	**Résultat**

c- Montrez si la théorie quantitative de la monnaie est **vérifiée** dans le cas du Maroc pour l'année 2016 ; **(0,50 pt)**

d- Relevez en **expliquant** un impact négatif éventuel de la dépréciation du dirham sur les ménages ; **(0,50 pt)**

e- Expliquez le passage en gras souligné **; (0,50 pt)**

ANNEXE N°7 : (Référence : Document 6) **(2,75 pts)**

a- Complétez, à partir du document, le tableau suivant : **(0,50 pt)**

Rubrique	**Une composante correspondante**
Biens	
Services	
Revenu secondaire	
Compte financier	

b- Relevez trois faiblesses du commerce extérieur marocain ; **(0,50 pt)**

c- Nommez la donnée en gras soulignée du document **: (0,25 pt)**

40% :

d- Calculez et **lisez : (1,00 pt)**

Eléments	**Formule**	**Application numérique**	**Résultat**	**Lecture**
Le solde commercial en 2016				
Le solde du compte des transactions courantes pour les 9 premiers mois 2017				

e- Montrez l'impact éventuel de la baisse des recettes des investissements directs étrangers sur la masse monétaire. **(0,50 pt)**

ANNEXE N° 8 : (Référence : Document 7) **(1,25 pt)**

a- Relevez deux avantages du PAI ; **(0,25 pt)**

-

-

b- Expliquez l'impact positif éventuel du PAI sur la balance des paiements ; **(0,50 pt)**

c- Montrez que le PAI permettrait d'atténuer la désarticulation de l'économie marocaine. **(0,50 pt)**

ANNEXE N° 9 : (Référence : Document 8) **(2,25 pts)**

a- Relevez : (1,00 pt)

Indicateurs de sous-développement en Afrique	Deux indicateurs économiques	
	Deux indicateurs non économiques	

Une stratégie permettant à l'Afrique de faire face à la mondialisation :

b- Dégagez : (1,25 pt)

Une théorie explicative du Sous-développement	**Auteur**	**Illustrations**